

**PROMOUVOIR UN ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
TECHNIQUE INCLUSIF ET DE QUALITÉ QUI
FAVORISE L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET
L'EXERCICE DE LA CITOYENNETÉ MONDIALE EN**

Évaluation finale

Rapport Final

Juillet 2025

Auteur(s)

Nathanaël DELVA

Consultants associés :

Alex Pedro BONHOMME

Déthié BA

Pour la firme :



9B rue La Source, Tabarre 53,

HT4161, Tabarre- Haïti

www.jlconsulting.work

contact@jlconsulting.work

(509) 37 14 71 15/ (509) 37 34 22 01

1 TABLES MATIÈRES

1	TABLES MATIÈRES.....	3
2	RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	6
2.1	Conception de l'évaluation.....	6
2.2	Collecte de Données.....	6
2.3	Résultats de l'évaluation.....	6
2.3.1	Pertinence	6
2.3.2	Efficacité	6
2.3.3	Efficienc	8
2.3.4	Durabilité	8
3	RÉSUMÉ DU PROJET	9
3.1	Contexte et Justification.....	9
3.2	Objectifs du Projet.....	10
3.2.1	Objectif général	10
3.1.1	Résultats intermédiaires visés	10
3.1.2	Objectif spécifique	11
3.2	Résultats Attendus	11
3.3	Population Participante	11
3.3	Acteurs et Partenaires	12
4	CONCEPTION DE L'ÉVALUATION.....	12
4.1	OBJECTIF DE L'ÉVALUATION	12
4.2	Survol des questions de recherche.....	13
4.3	Portée de l'évaluation	13
5	DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE.....	13
5.1	Cadrage théorique de la mission	13
5.1.1	Une approche participative et orientée vers l'apprentissage	14
5.1.2	Les 5 critères d'évaluation de l'OCDE	14
5.2	Revue documentaire	14
5.3	Collecte de données primaires	15
5.4	Techniques de Collecte de données.....	15
5.5	Techniques d'analyse des données.....	15

5.6	Remarques sur la mobilisation des parties prenantes et le bilan de la collecte de données	16
6	PRÉSENTATION DES RÉSULTATS	16
6.1	Analyse de la pertinence et de l'alignement du projet.....	16
6.1.1	Le projet répond-il aux besoins des bénéficiaires ?	16
6.1.2	Le projet s'est-il concentré sur le profil des titulaires de droits prévu ?	17
6.1.3	L'analyse causale reste-t-elle valide ?	18
6.1.4	Le projet est-il aligné aux priorités des autorités publiques ?	18
6.2	Analyse de l'efficacité du projet.....	20
6.2.1	Les résultats attendus ont-ils été atteints ?	20
6.2.2	Analyse des Indicateurs du projet et de leurs valeurs finales	21
6.2.3	Les enseignants ont-ils intégré l'approche par compétences ?	22
6.2.4	Participation et genre	23
6.3	Analyse de l'efficience du projet.....	23
6.4	Analyse de l'impact du projet	24
6.4.1	Impacts sur les bénéficiaires directs : élèves	24
6.4.2	Impacts sur les établissements scolaires	24
6.4.3	Impacts en termes d'employabilité et d'autonomisation	25
6.4.4	Impacts sociaux : genre, inclusion, citoyenneté	25
6.4.5	Impacts sur le MENFP et les dynamiques institutionnelles	25
6.4.6	Impacts sur les partenaires techniques (ENTEC / Fondation Rinaldi / réseau salésien)	26
6.5	Analyse de la viabilité du projet	26
6.5.1	Capacité des partenaires locaux à maintenir les acquis	26
6.5.2	Rôle du MENFP et reconnaissance institutionnelle	28
6.5.3	Dépendance aux financements externes	28
6.5.4	Mobilisation et inclusion des familles des élèves et des femmes	28
7	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	29
7.1	Conclusions générales	29
7.2	Recommandations stratégiques	29
7.2.1	Institutionnaliser la filière du baccalauréat technologique	29
7.2.2	Assurer le financement public et le relais structurel	29
7.2.3	Renforcer le suivi post-formation et l'insertion professionnelle	30
7.2.4	Étendre et diversifier les spécialités techniques	30

7.2.5	Pérenniser la formation des enseignants à l'APC	30
7.2.6	Mettre en place un mécanisme d'appui technique durable	30
7.2.7	Renforcer les actions de plaidoyer citoyen	30
8	ANNEXE.....	31

2 RÉSUMÉ EXÉCUTIF

2.1 CONCEPTION DE L'ÉVALUATION

L'évaluation finale du projet « Promouvoir un enseignement secondaire technique inclusif et de qualité » a été conçue comme une démarche participative, à la fois appréciative et critique, visant à faire ressortir des leçons apprises et générer des apprentissages stratégiques pour les partenaires de mise en œuvre - JyD, Fondation Rinaldi, Salésiens d'Haïti - ainsi que pour les institutions publiques, en particulier le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP). Guidée par les critères du CAD de l'OCDE (pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité), elle a mobilisé une combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives pour analyser les effets, les contributions, et les leviers de transformation portés par l'intervention.

2.2 COLLECTE DE DONNÉES

La collecte de données s'est articulée en deux volets : une phase documentaire approfondie (analyse de toute la documentation de projet, du cadre logique et du cadre d'indicateurs, analyse des rapports de suivi et des outils pédagogiques) et une phase terrain comprenant des entretiens semi-directifs avec les enseignants, les gestionnaires d'école, les partenaires techniques ainsi que des discussions de groupe avec les élèves bénéficiaires.

2.3 RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION

2.3.1 Pertinence

Le projet s'inscrit dans un contexte haïtien marqué par des défis structurels en matière d'accès à l'éducation secondaire, de pertinence des curricula, et de chômage élevé chez les jeunes. Il répond de manière stratégique à ces enjeux en introduisant une offre d'enseignement secondaire technique et citoyen dans des établissements urbains ciblés. L'alignement du projet avec les priorités nationales (MENFP), les besoins exprimés par les bénéficiaires, et les orientations de la Coopération espagnole confirment sa forte pertinence. L'attention portée à l'inclusion des filles, à la citoyenneté mondiale et à l'insertion professionnelle renforce encore cette adéquation avec les priorités du secteur éducatif haïtien.

2.3.2 Efficacité

La totalité des 27 activités prévues dans le cadre des quatre axes du projet a été menée à bien, à l'exception de trois d'entre elles, qui ont atteint un taux de réalisation d'au moins 80 %. Cette performance illustre l'engagement et l'efficacité des partenaires dans la mise en œuvre des actions planifiées.

Les résultats attendus ont été atteints ou dépassés, notamment :

- Le résultat 1 du projet qui consistait à “Augmenter l'offre éducative grâce à la mise en place d'une spécialité technologique” a été atteint à 100%. En effet, à la fin de la première année d'implémentation du projet, le programme d'études élaboré en collaboration avec le MENFP pour deux nouvelles spécialités du baccalauréat

technique (le support technique (IT Support) et le design web) a été prêt et opérationnel. De plus, une spécialité technologique a été mise en place dans chacun des centres de formation participants.

- Le résultat 2 du projet qui consistait à “Améliorer la qualité de l'enseignement dans les établissements secondaires grâce à l'APC et à l'EpDCG” a été atteint à 100%. En effet, 100% des enseignants du secondaire dans le domaine technologique (professeurs d'informatique) utilisent l'APC dans leur pratique pédagogique. Au total, 12 professeurs d'informatique ont été formés, 11 ont été recrutés. Et, le module EpDCG est mis en œuvre de manière transversale dans les formations dispensées par l'ENTec dans le domaine de la méthodologie de l'approche par compétences.
- Du point de vue du résultat 3: “Amélioration de la qualité dans l'organisation et la gestion des établissements scolaires, y compris l'APC” a eu un taux de réalisation de 75% en moyenne. 100% des centres de formation participants (4) utilisent les outils de gestion liés à l'APC. Cependant, la coordination avec les instances du MENFP, en particulier la Direction de l'Enseignement Secondaire (DES), a occasionné certains retards. En particulier, la gestion du baccalauréat technologique par le ministère a entraîné des retards dans plusieurs phases clés du projet, telles que la sélection des établissements participant à l'expérience pilote, la nomination des enseignants dans les lycées publics et, dans ce cas, la participation des inspecteurs de district aux formations prévues.
- Le résultat 4 du projet qui consistait à “Favoriser les possibilités d'insertion professionnelle des jeunes, en particulier des filles” a atteint un taux de réalisation avoisinant 100%. En effet, plus de 80% des élèves qui ont terminé leurs études secondaires ont participé aux modules d'insertion professionnelle et d'entrepreneuriat et 90.4% d'entre eux se sont déclarés satisfaits de cette formation. De plus, des partenariats école-entreprises ont été signés afin de faciliter les stages professionnels des étudiants. Trois (3) entreprises (INNOVART, COMPHAITI et TOP SERVICE) ont offert des stages d'une durée de 15 à 30 jours à plusieurs étudiants des 4 écoles pilotes dont 72% de femmes.

Il est important de souligner que grâce à l'enquête menée auprès des élèves de NS4, après deux années de mise en œuvre et de formation académique dans le Baccalauréat Technologique (BT), il a été possible de constater une perception globalement très positive de la méthodologie basée sur l'Approche par Compétences. Plus de 80% des élèves la considèrent comme utile, pertinente, motivante et de qualité, atteignant ainsi l'indicateur afférent à l'objectif spécifique. En raison de la situation d'instabilité sociopolitique et sécuritaire, le collège pilote Ste Rose de Lima (l'un des quatre établissements pilotes concernés par le projet) a dû fermer ses portes au début de l'année 2025. Il a donc été impossible de disposer des données des élèves de cet établissement. Néanmoins, les informations recueillies dans les trois autres établissements pilotes permettent une analyse représentative. Les témoignages des élèves soulignent une transformation positive dans leur manière d'apprendre, validant la pertinence et l'impact qualitatif de l'approche dans le cadre du projet.

2.3.3 Efficience

La présente évaluation n'a pas cette portée. Cependant, un audit financier est prévu à la fin du projet afin de pouvoir analyser l'efficience du projet.

2.3.4 Durabilité

Des efforts notables ont été déployés pour renforcer la durabilité des impacts du projet, tels que :

- Le développement de services internes dans les écoles (impression, maintenance) pour générer des revenus ;
- La mobilisation communautaire, notamment des parents, autour des projets éducatifs ;
- L'intégration progressive des modules techniques et citoyens dans les pratiques pédagogiques.
- Les projets d'amélioration de l'accès à Internet dans les quatre centres de formation participants.
- Les démarches en cours auprès de la Direction de l'Enseignement Secondaire (DES) en vue de la reconnaissance et de la validation du programme de baccalauréat technologique, afin de faciliter sa réplique aux niveaux des autres centres de formation secondaires des 10 départements d'Haïti.

Cependant, la durabilité institutionnelle reste fragile. Notamment du fait de l'absence d'accréditation officielle du baccalauréat technologique par le MENFP, du manque de mécanismes budgétaires clairs pour financer la réplique du programme, et de l'absence d'intégration du BacTech dans les politiques publiques éducatives, la continuité des acquis demeure menacée. Le projet gagnerait à s'inscrire dans un plaidoyer renforcé auprès du MENFP pour pérenniser les avancées et faciliter la réplique.

Il convient toutefois de souligner que la spécialité de Bac Technologique développée dans le cadre de ce projet financé par l'AECID est en cours d'extension à d'autres lycées du pays, grâce au financement d'un programme de l'Union européenne. C'est à travers ce programme de l'UE que les partenaires travaillent déjà à l'expansion du modèle, en dialogue avec le MENFP, afin de sélectionner les prochains lycées publics où cette composante sera développée. Cette dynamique constitue une opportunité importante pour consolider les acquis du projet et progresser vers une institutionnalisation plus large du BacTech.

3 RÉSUMÉ DU PROJET

3.1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le contexte haïtien est marqué par une crise profonde aux dimensions économiques, sociales, politiques et institutionnelles. Dans ce climat de vulnérabilité chronique, les jeunes, et plus particulièrement les filles, se heurtent à de nombreuses barrières pour accéder à une éducation de qualité, à une formation technique adéquate et à des débouchés professionnels stables et valorisants. Face à ces réalités, le système éducatif du pays continue de composer avec des défis de taille. :

- Le faible taux de scolarisation et de rétention au niveau de l'enseignement secondaire, particulièrement dans les zones urbaines défavorisées ;
- L'inadéquation entre les programmes scolaires et les besoins du marché du travail ;
- La quasi-absence d'une offre structurée et de qualité en matière d'enseignement technique et professionnel dans les établissements secondaires ;
- Le déficit de dispositifs promouvant la citoyenneté active, la culture de paix et le développement durable ;
- La marginalisation persistante des filles et des jeunes en situation de vulnérabilité dans les dispositifs d'insertion socioprofessionnelle.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet **2021/PRYC/000673**, intitulée « *Promouvoir un enseignement secondaire technique inclusif et de qualité qui favorise l'insertion professionnelle et l'exercice de la citoyenneté mondiale en Haïti* », mise en œuvre du 21 avril 2022 au 20 avril 2025. Porté par la **Fondation Jóvenes y Desarrollo (JyD)**, en collaboration avec les **Salésiens de Don Bosco** et la **Fondation Rinaldi**, ce projet vise à améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement secondaire technique dans quatre établissements situés à Port-au-Prince, tout en intégrant des dimensions transversales telles que l'inclusion, l'égalité de genre, la citoyenneté mondiale et le lien avec le secteur productif.

L'approche proposée repose sur les piliers suivants:

- Le renforcement de l'offre éducative technique par la mise en œuvre de la pédagogie de l'enseignement par compétences (APC) ;
- L'intégration de modules d'éducation à la citoyenneté, à la paix, à l'égalité de genre et au développement durable dans les curricula ;
- La dynamisation des relations école-entreprises pour renforcer l'employabilité des jeunes diplômés ;
- La promotion d'un modèle éducatif salésien fondé sur l'accompagnement, l'inclusion et la participation des jeunes à la vie sociale et économique du pays.

Il est indispensable de souligner que ce projet marque le lancement du tout premier baccalauréat technologique dans le pays. Cette modalité éducative permet aux élèves d'intégrer le marché du travail à l'issue du bac technologique ou de poursuivre des études supérieures tout en travaillant.

L'évaluation finale du projet intervient dans un objectif de **redevabilité et d'apprentissage organisationnel**, dans un contexte où les structures impliquées ne disposent pas encore d'unités internes d'évaluation

Il importe de rappeler que le projet introduit le tout premier baccalauréat technologique en Haïti, offrant ainsi aux élèves la possibilité d'intégrer le marché du travail dès l'obtention de leur diplôme ou de poursuivre des études supérieures tout en exerçant une activité professionnelle.

L'évaluation finale du projet s'inscrit dans une démarche de transparence et d'amélioration continue, particulièrement pertinente dans un contexte où les structures partenaires ne possèdent pas encore de cellules d'évaluation internes. Cette évaluation a pour objectifs de :

- Apprécier la qualité de l'intervention et son degré d'atteinte des résultats escomptés ;
- Identifier les bonnes pratiques et les points d'amélioration pour les futures initiatives ;
- Générer des enseignements utiles pour renforcer l'efficacité, adapter les méthodologies d'interventions futures et nourrir les processus de changement au sein des organisations partenaires et du système éducatif haïtien.

Cette évaluation participative constitue ainsi une opportunité stratégique pour capitaliser les acquis du projet, documenter ses effets réels et orienter les futures actions en faveur d'une éducation secondaire plus inclusive, pertinente et ancrée dans les réalités socio-économiques d'Haïti.

3.2 OBJECTIFS DU PROJET

Le projet intitulé « *Promouvoir un enseignement secondaire technique inclusif et de qualité qui favorise l'insertion professionnelle et l'exercice de la citoyenneté mondiale en Haïti* » répond à une vision globale d'amélioration systémique de l'enseignement secondaire dans un contexte national marqué par une précarité persistante et un déficit de débouchés professionnels pour les jeunes.

3.2.1 Objectif général

L'objectif général du projet peut être formulé comme suit :

Garantir un enseignement secondaire technique et citoyen de qualité, favorisant à la fois l'insertion professionnelle des jeunes et leur participation active à la société.

Cet objectif s'inscrit dans une logique de transformation structurelle du parcours éducatif et de renforcement de l'employabilité des jeunes, en s'appuyant sur une approche holistique intégrant la qualité pédagogique, la pertinence des contenus, l'inclusion, et l'ouverture sur le monde du travail.

3.1.1 Résultats intermédiaires visés

Deux résultats intermédiaires structurent la logique d'intervention du projet :

- 1- Le renforcement de l'offre d'enseignement secondaire technique dans les établissements bénéficiaires, à travers :**
 - a. L'amélioration des compétences techniques des élèves, via l'introduction de l'approche par compétences (APC) dans les filières ciblées ;
 - b. L'adéquation des curricula avec les besoins du marché de l'emploi local et régional, appuyée par des partenariats stratégiques avec le secteur productif ;
 - c. La mise en place de stages, de visites en entreprise, et d'autres mécanismes d'exposition professionnelle pour préparer les jeunes à une insertion socioprofessionnelle effective.
- 2- Le développement des compétences citoyennes, sociales et personnelles des élèves, en s'appuyant sur :**
 - a. L'intégration de contenus pédagogiques relatifs à la citoyenneté mondiale, à la culture de la paix, à l'égalité des genres et au développement durable ;
 - b. La promotion d'un climat scolaire inclusif et participatif, sensible aux inégalités et aux dynamiques d'exclusion (genre, vulnérabilité socioéconomique) ;
 - c. L'encouragement d'une éducation centrée sur les valeurs de solidarité, de responsabilité et de respect des droits humains.

3.1.2 Objectif spécifique

Un objectif spécifique opérationnaliser la vision du projet :

Contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire en Haïti, en promouvant un apprentissage pertinent, inclusif et orienté vers les compétences nécessaires à la vie professionnelle et citoyenne.

Cet objectif spécifique traduit une volonté d'impact durable à la fois sur les structures éducatives, les pratiques pédagogiques, et les trajectoires individuelles des bénéficiaires directs du projet.

3.2 RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet identifie quatre (4) principaux résultats attendus qui sont les suivants:

- **Résultat 1** : Augmentation de l'offre éducative grâce à la mise en place d'une spécialisation technologique.
- **Résultat 2** : Amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire par l'adoption de la méthodologie de l'approche par compétences et l'intégration de l'éducation au développement et à la citoyenneté.
- **Résultat 3** : Renforcement de la gestion et de l'organisation des établissements scolaires, y compris l'approche par compétences.
- **Résultat 4** : Promotion de l'employabilité des jeunes, en particulier des filles.

3.3 POPULATION PARTICIPANTE

Le projet a été déployé dans quatre lycées de Port-au-Prince :

- Le Lycée National de Pétiion Ville, établissement d'enseignement public ;
- L'École Dominique Savio à Pétiion-Ville, administrée par les Salésiens ;

- l'école Marie-Dominique-Mazzarello, à Pétion-Ville, administrée par les Filles de Marie Auxiliatrice ;
- L'Institution Sainte Rose de Lima, administrée par les Sœurs de Saint Joseph de Cluny.

Les bénéficiaires directs sont les catégories suivantes :

- **Titulaires de droits** : les jeunes étudiants, avec un total de 1 112 élèves (758 filles et 354 garçons) du secondaire dans les écoles présélectionnées, les futurs élèves des classes de fin d'études ainsi que 12 enseignants formés en APC.
- **Titulaires de responsabilités** : les acteurs du système éducatif (431 femmes et 262 hommes), comprenant les établissements d'enseignement, le personnel enseignant, les équipes de gestion et d'appui, ainsi que les familles et la société civile.
- **Titulaires d'obligations** : les responsables du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP).

3.3 ACTEURS ET PARTENAIRES

Trois principaux acteurs ont été impliqués dans l'implémentation du projet "Promouvoir un enseignement secondaire technique inclusif et de qualité qui favorise l'insertion professionnelle et l'exercice de la citoyenneté mondiale en Haïti":

1. Fondation JyD en tant qu'entité gestionnaire et co-bailleur de l'intervention, avec l'équipe technique sur le terrain, le personnel expatrié et le personnel au siège en Espagne.
2. AECID en tant qu'entité financière.
3. Fondation Rinaldi et les Salésiens de Don Bosco (SDB) en tant que partenaires locaux.

4 CONCEPTION DE L'ÉVALUATION

4.1 OBJECTIF DE L'ÉVALUATION

L'évaluation finale du projet "**Promouvoir un enseignement secondaire technique inclusif et de qualité qui favorise l'insertion professionnelle et l'exercice de la citoyenneté mondiale en Haïti**" a été motivée par l'intérêt de réfléchir sur les aspects les plus pertinents de l'intervention et d'engager des processus d'apprentissage permettant de tirer des conclusions utiles pour améliorer la méthodologie des interventions futures et l'efficacité de l'aide, tout en générant des réflexions et des dynamiques de changement dans les différents processus à entreprendre.

De ce fait, les objectifs généraux de l'évaluation sont de vérifier la qualité de l'intervention, d'évaluer le degré de réalisation des résultats, de formuler des recommandations d'amélioration et de générer des apprentissages pour contribuer aux actions futures.

De manière spécifique, il s'agit de :

1. Évaluer la conception et l'exécution de l'intervention. La cohérence entre les activités, les résultats prévus et l'atteinte des objectifs.

2. Évaluer si les résultats attendus ont été atteints avec les activités réalisées, en analysant les raisons des résultats non atteints et en promouvant des propositions d'amélioration pour les futures interventions.
3. Proposer des systèmes de suivi et d'évaluation pour des interventions similaires en termes d'efficacité et d'efficience.
4. Identifier les bonnes pratiques durant la mise en œuvre du projet.
5. Tirer des conclusions et des recommandations permettant d'améliorer la qualité des interventions futures.

4.2 SURVOL DES QUESTIONS DE RECHERCHE

Les principales questions de recherche auxquelles l'équipe d'évaluation devra répondre sont structurées suivant quatre parmi les cinq critères d'évaluation de l'OCDE qui sont: Pertinence, Efficacité, Impact et Viabilité. L'annexe 1 présente les questions de recherche de manière détaillée.

4.3 PORTÉE DE L'ÉVALUATION

Dans le cadre de l'évaluation du projet « **Promouvoir un enseignement secondaire technique inclusif et de qualité qui favorise l'insertion professionnelle et l'exercice de la citoyenneté mondiale (Haïti)** ». Les portées sont les suivantes :

- La portée de l'évaluation se concentre principalement sur l'évaluation des connaissances et des compétences acquises par les groupes cibles ayant participé aux différents processus de formation.
- La portée géographique comprend la capitale, Port-au-Prince, où sont localisées les quatre institutions éducatives ciblées par le projet: Le Lycée National de Pétion-Ville, établissement d'enseignement public, L'École Dominique Savio à Pétion-Ville, administrée par les Salésiens ; l'école Marie-Dominique Mazzarello, à Pétion-Ville, administrée par les Filles de Marie Auxiliatrice, L'Institution Sainte Rose de Lima, administrée par les Sœurs de Saint Joseph de Cluny.
- La portée institutionnelle tiendra compte de l'implication de la Fondation Rinaldi et de Jovenes y Desarrollo.
- Portée temporelle : la période à évaluer s'étend du 21 avril 2022 au 20 avril 2025.

5 DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

5.1 CADRAGE THÉORIQUE DE LA MISSION

L'évaluation finale du projet « Promouvoir un enseignement secondaire technique inclusif et de qualité » s'appuie sur un cadrage théorique rigoureux, combinant des référentiels internationalement reconnus et une approche méthodologique participative et contextualisée. Ce cadrage oriente l'analyse, la collecte de données et l'interprétation des résultats.

5.1.1 Une approche participative et orientée vers l'apprentissage

L'évaluation a adopté une **approche participative**, fondée sur l'implication active des différentes parties prenantes du projet : bénéficiaires directs (élèves, enseignants, directions d'écoles), partenaires de mise en œuvre (JyD, Fondation Rinaldi, Salésiens), institutions publiques (MENFP, DES) et acteurs socio-économiques (entreprises partenaires).

Cette approche vise à :

- Renforcer la redevabilité vis-à-vis des parties prenantes ;
- Favoriser l'appropriation des résultats de l'évaluation par les acteurs locaux ;
- Susciter une réflexion collective sur les acquis, les défis et les perspectives ;
- Coconstruire des recommandations opérationnelles, contextualisées et directement utiles pour les décisions futures.

Ainsi, des entretiens individuels, des groupes de discussion, des ateliers de validation et une restitution participative des constats ont été privilégiés pour garantir un processus transparent, inclusif et sensible au genre.

5.1.2 Les 5 critères d'évaluation de l'OCDE

Le cadre conceptuel de l'évaluation est structuré autour de quatre parmi les cinq critères d'évaluation de l'OCDE/CAD (excluant le critère d'efficience qui sera traité dans le rapport d'audit du projet) , révisés en 2019, qui permettent une appréciation complète et multidimensionnelle de l'intervention. Les critères d'évaluation de l'OCDE sont présentés de manière détaillée dans l'annexe 1.

Ces critères ont été adaptés au contexte haïtien, en tenant compte de l'instabilité institutionnelle, des contraintes sécuritaires, et des vulnérabilités économiques qui caractérisent l'environnement d'intervention. L'évaluation a donc veillé à croiser ces critères avec une analyse des dynamiques de genre, de pouvoir et de participation citoyenne.

5.2 REVUE DOCUMENTAIRE

La revue documentaire a consisté en l'analyse des documents stratégiques et opérationnels du projet, incluant :

- La matrice de planification initiale ;
- Les rapports d'avancement du projet et le rapport final soumis à AECID ;
- Les sources de vérification des indicateurs ;
- Les cadres stratégiques nationaux et de la coopération espagnole ;
- Les documents institutionnels pertinents produits dans le cadre du projet.

Cette phase a permis de poser un diagnostic initial, d'affiner les hypothèses d'évaluation et de concevoir les outils de collecte.

5.3 COLLECTE DE DONNÉES PRIMAIRES

Compte tenu de l'accent mis sur les changements qualitatifs liés à l'acquisition de compétences, à l'employabilité et à la citoyenneté, des méthodes qualitatives consistant en la réalisation d'entretiens semi-structurés et de focus groupe ont été privilégiées.

Tableau 1: Les activités programmées et celles réalisées par catégorie

Catégorie	Nombre programmé	Nombre réalisé	% de réalisation
Entretiens semi-structurés en ligne avec Équipe Jóvenes y Desarrollo (JyD)/Équipe ENTec	5	3	60%
Focus Groupe Élèves	6	4	67%
Entretiens Enseignants	6	4	67%
Entretiens Élèves NS4	8	4	50%
Entretiens avec Directeurs d'établissements de formation	3	2	67%

- **N.B:** Seules les interviews individuelles ont pu être réalisées dans 3 écoles, étant donné que la situation à Ste Rose de Lima est très compliquée et que l'école est fermée depuis février 2025
- **N.B:** Madame Rodríguez qui a été la première coordinatrice du projet et a principalement travaillé sur le résultat 3, lié à la formation des équipes de direction des écoles) ainsi que Monsieur Joseph Soreilus ont été interviewés.

5.4 TECHNIQUES DE COLLECTE DE DONNÉES

L'approche adoptée pour la collecte de données s'est voulue qualitative et participative, mettant l'accent sur l'implication active des bénéficiaires et des parties prenantes clés. Un soin particulier a été accordé au respect des principes éthiques, notamment en s'assurant du consentement éclairé des personnes interrogées, de la garantie de l'anonymat et du respect de la diversité des profils. Les outils structurés utilisés, tels que les guides d'entretien et d'animation de discussions de groupe, ont été validés en amont avec JyD avant d'être déployés sur le terrain. Enfin, la démarche a veillé à intégrer les dynamiques de genre et d'inclusion tout au long du processus de collecte.

5.5 TECHNIQUES D'ANALYSE DES DONNÉES

L'analyse des données s'est appuyée sur une codification rigoureuse et une analyse thématique, assistée par un logiciel spécialisé tel que MaxQDA ou un outil équivalent. Ce travail a inclus une triangulation systématique entre les sources qualitatives, les données documentaires et les informations déjà relevées sur les indicateurs du projet. Ce processus a permis d'identifier, d'une part, les écarts et, d'autre part, les facteurs de succès ainsi que les leviers d'amélioration potentiels.

5.6 REMARQUES SUR LA MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES ET LE BILAN DE LA COLLECTE DE DONNÉES

Malgré une mobilisation assidue des parties prenantes, la mise en œuvre des activités de collecte de données qualitatives a été partiellement freinée par plusieurs facteurs contextuels. Nous avons eu un taux moyen de réalisation de 62% pour les différentes catégories d'entretiens et de focus groupes.

La fermeture des classes dans le contexte des vacances d'été au niveau de plusieurs établissements de formation participants a réduit les possibilités d'organiser des entretiens et des discussions de groupe avec les élèves et les enseignants. De plus, la période de collecte de données coïncidait avec la période de préparation aux examens officiels (9^e année fondamentale et baccalauréat), ce qui a considérablement limité la disponibilité des répondants-clés, en particulier les enseignants et les élèves des classes terminales (NS4).

Par ailleurs, un léger déficit de coordination locale au sein de certains établissements de formation, notamment lié à la communication tardive sur les horaires des séances et à l'absence de relais dédiés sur place pour mobiliser les participants, a aussi affecté la fluidité du calendrier de collecte. Ces contraintes ont nécessité des ajustements en temps réel, avec un recours accru aux entretiens individuels (en ligne ou en présentiel) pour compenser l'annulation de certains focus groupes.

Ces difficultés n'ont pas empêché la constitution d'un corpus qualitatif riche et diversifié, mais elles justifient un certain manque de représentativité par site ou par catégorie de répondants.

6 PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Dans ce chapitre, nous proposons une présentation et analyse des résultats à la lumière des principales questions de recherches calquées sur les cinq (5) critères d'évaluation de l'OCDE:

6.1 ANALYSE DE LA PERTINENCE ET DE L'ALIGNEMENT DU PROJET

6.1.1 Le projet répond-il aux besoins des bénéficiaires ?

L'évaluation qualitative révèle une convergence nette entre les besoins exprimés existants et les objectifs opérationnels du projet. L'entretien approfondi mené avec la coordonnatrice pédagogique du projet met en évidence **une soif d'apprentissage technologique** chez les jeunes, couplée à une attente longtemps restée insatisfaite dans le système éducatif haïtien. Cette attente ne s'est pas limitée à une curiosité intellectuelle : elle s'est traduite en engagement actif, fréquentation régulière même en dehors des heures normales, et participation volontaire à des stages internes ou improvisés.

*« Ils (les étudiants (es)) venaient même le samedi, de 8h à 14h, après une journée normale de cours... Et ce n'est pas qu'ils étaient forcés : ils avaient envie d'apprendre. »
(Enseignant LNPV)*

La méthode pédagogique fondée sur l'approche par compétences (APC) a joué un rôle catalyseur dans cette dynamique, notamment par sa capacité à lier théorie et pratique, et à renforcer le sentiment de compétence personnelle chez les élèves.

« Ils (les étudiants (es)) nous ont dit que si on leur enseignait les maths comme on leur a enseigné le développement web, ils aimeraient toutes les matières. » (Enseignant CMDM)

Un contrat de formation a été mis en place avec les enseignants pour l'apprentissage de la méthodologie APC, et ils ont été rémunérés à ce titre. De même, des contrats ont été signés avec l'ensemble des enseignants ayant développé les modules du nouveau baccalauréat technologique, avec une rémunération couvrant la période de septembre 2023 à août 2024. Par ailleurs, il a également été nécessaire d'investir dans la connectivité et les équipements informatiques des établissements participants. Il convient également de souligner que le projet a bénéficié d'un accompagnement très régulier et de proximité de la part de la coordinatrice du projet sur le terrain.

Aussi, nous avons observé une forte adéquation entre les formations dispensées et les besoins des enseignants. Ces derniers considèrent que les contenus abordés, notamment en lien avec la pédagogie par compétences, répondaient directement à leurs attentes professionnelles et à celles des élèves. Certains enseignants ont même qualifié la formation de « haut niveau », difficilement accessible dans le contexte haïtien actuel, ce qui témoigne d'une forte valeur ajoutée perçue. Toutefois, ils soulignent également l'écart entre l'approche promue par le projet et les pratiques pédagogiques traditionnelles encore dominantes dans le système éducatif haïtien, ce qui souligne la nécessité de renforcer les plaidoyers auprès du Ministère de l'Éducation Nationale afin de généraliser l'utilisation de l'APC au niveau national. Les contenus techniques, notamment en informatique, sont jugés universels et donc pleinement pertinents.

De plus, Grâce à l'enquête menée auprès des élèves de NS4, après deux ans de mise en œuvre et de formation académique dans le cadre du Baccalauréat Technologique (BT), il a été constaté que, dans l'ensemble, les élèves ont une perception très positive de la méthodologie basée sur l'approche par compétences : plus de 80 % la jugent utile, pertinente, motivante et de qualité.

6.1.2 Le projet s'est-il concentré sur le profil des titulaires de droits prévu ?

Le projet a pleinement atteint sa cible en ce qui concerne les titulaires de droits visés. Prévoyant initialement d'attribuer au moins 25% des places du Baccalauréat Technologique à la fin de la période projet, il a non seulement dépassé cet objectif, mais a également assuré une représentation féminine remarquable. Sur 120 élèves inscrits, 72% étaient des jeunes filles, surpassant largement l'indicateur fixé pour la parité. Cette avancée reflète l'engagement du projet à promouvoir l'accès des filles à la formation technique et à favoriser une réelle inclusion. Le nombre d'élèves inscrits dans la première promotion du Baccalauréat Technologique au niveau des quatre établissements scolaires participants est la suivante: 1) Lycée Sainte Rose de Lima (15 femmes); 2) Collège Marie Dominique Mazzarello (36 femmes); 3) Lycée National de Pétiion-Ville (19 femmes et 11 hommes); 4) Collège Dominique Savio (16 femmes et 13 hommes).

Les entretiens semi-directifs révèlent que l'accent mis sur l'équité de genre a été non seulement annoncé mais mis en œuvre de manière concrète, y compris dans des contextes réfractaires à la mixité dans certaines filières techniques.

« Il y a un directeur d'entreprise qui voulait deux garçons pour un stage. On a insisté : une fille, un garçon. Cela étant, il a gardé la fille tout le mois. » (Directrice CMDM)

Au-delà des chiffres, c'est la symbolique de l'accès des filles à des métiers traditionnellement masculins qui a constitué un levier transformateur. Certaines participantes ont non seulement excellé dans leurs formations, mais ont également essaimé les apprentissages auprès d'autres jeunes en organisant des sessions de partage pendant les vacances scolaires. Ce phénomène d'autonomisation pédagogique informelle révèle un effet multiplicateur inattendu mais structurant.

« Elles ont pris des bouts de modules et ont formé d'autres filles pendant les vacances. »

6.1.3 L'analyse causale reste-t-elle valide ?

Les hypothèses à la base du projet notamment l'idée que la formation technique et citoyenne peut favoriser l'employabilité et l'insertion des jeunes sont confirmées empiriquement. Les jeunes formés témoignent d'un changement tangible dans leur rapport à l'insertion professionnelle. Des employeurs locaux ont sollicité certains élèves après leur stage, allant jusqu'à proposer des embauches ou à prolonger les missions.

« Une entreprise les a rappelés pendant les congés pour continuer à travailler. Ils ont dit : on ne veut pas les laisser partir. »

L'évaluation fait également ressortir une forme de réappropriation identitaire par les jeunes, qui commencent à se percevoir non plus seulement comme des apprenants passifs, mais comme des porteurs de savoirs et de compétences utiles à leur communauté.

Ce changement d'attitude s'observe aussi chez les enseignants : des techniciens réticents au départ ont exprimé leur fierté d'avoir pu enseigner efficacement après avoir été formés.

6.1.4 Le projet est-il aligné aux priorités des autorités publiques ?

L'intervention s'est révélée très alignée avec les priorités du ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle (MENFP). En effet, le projet est né d'une demande expresse du ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle (MENFP) à notre partenaire local, la Fondation Rinaldi, afin de mettre en place une spécialité de baccalauréat technique en collaboration avec la Direction de l'enseignement secondaire (DES). C'est cette dernière qui a proposé une liste de lycées publics avec lesquels il serait possible de travailler dans le cadre du Nouveau Secondaire. Après une série de réunions techniques avec l'équipe de la DES, la participation du lycée de Pétion Ville en tant que centre pilote du projet a été officiellement approuvée. Le MENFP cherche notamment à moderniser l'enseignement secondaire et technique à travers une réforme de l'approche pédagogique et une meilleure articulation avec le marché du travail. L'approche par compétences, centrale dans le projet, est explicitement soutenue par les autorités du MENFP.

La nouvelle spécialité du baccalauréat technologique (BT) a été mise en place, élaborée par l'équipe de formateurs de la Fondation Rinaldi conformément aux orientations du nouveau

système secondaire haïtien. Cette spécialité, qui comprend deux parcours (conception web et assistance technique), a été lancée sous forme de projet pilote dans quatre établissements scolaires sélectionnés en coordination avec la Direction de l'enseignement secondaire du ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle (MENFP). L'intervention s'est déroulée aux niveaux NS3 et NS4, et la formation de la première promotion a été menée à bien après la mise en œuvre de tous les modules d'enseignement-apprentissage prévus.

Cependant, les plaidoyers auprès du ministère de l'éducation nationale afin de légiférer sur le baccalauréat technologique n'ont pas encore abouti, ce qui a empêché aux élèves bénéficiaires de cette expérience de réaliser leur rêve d'obtenir leur baccalauréat technique, premier du genre en Haïti. *« Le ministère nous a dit d'avancer, mais sans rien signer. Finalement, les élèves n'auront pas leur bac technologique cette année. » (Point Focal – JYD)*

Malgré cela, l'alignement aux grandes priorités reste manifeste : développement des filières techniques, inclusion des femmes, renforcement de l'employabilité des jeunes, renforcement de la formation sur la citoyenneté. Les élèves eux-mêmes ont interpellé les représentants du MENFP lors d'un atelier national, plaidant pour une généralisation de l'approche par compétences dans les autres matières.

« Ils ont dit : donnez-nous des cours pratiques, pas juste des livres. Là, on a vraiment appris. »_Un formateur

6.1.4.1 Contribution aux Objectifs de Développement Durable (ODD)

- ODD 4 – Éducation de qualité

L'intervention a permis d'élever significativement la qualité de l'offre éducative, non seulement en introduisant une pédagogie active et centrée sur l'élève, telle que l'Approche Par Compétences (APC), mais aussi en dotant les établissements de ressources matérielles indispensables. Les salles de classe ont été équipées de matériel adapté pour les filières techniques, comme des ordinateurs, des outils de réparation ou des supports numériques, tandis que la connectivité Internet a été améliorée, favorisant l'accès à des contenus éducatifs variés et actualisés. Cette transformation a engendré un environnement d'apprentissage plus interactif, où les élèves, confrontés à des situations concrètes, développent des compétences pratiques en lien direct avec les besoins de leur communauté et du marché du travail. Grâce à cette démarche, l'enseignement prend une dimension vivante, contextualisée et résolument tournée vers l'avenir.

- ODD 5 – Égalité entre les sexes

L'intégration active des filles dans les filières techniques, habituellement perçues comme des domaines réservés aux garçons, s'est révélée porteuse d'impacts profonds et durables. Cette participation accrue n'a pas seulement offert aux apprenantes de nouvelles opportunités de formation et d'insertion professionnelle, mais elle a également contribué à transformer la perception des rôles de genre au sein des établissements scolaires et dans la communauté. Des exemples concrets témoignent de jeunes filles qui, grâce à leur engagement et à leur réussite, sont devenues des modèles pour leurs pairs, encourageant ainsi d'autres élèves à s'engager dans des parcours techniques. Cette dynamique favorise une société plus inclusive, où la diversité des talents est valorisée et où chaque élève, quel que soit son genre, peut aspirer à une carrière enrichissante et innovante.

- ODD 8 – Travail décent et croissance économique

L'impact du projet sur l'insertion professionnelle s'est avéré particulièrement notable, tant par la diversité des initiatives que par l'engagement concret des élèves. Plusieurs apprenantes et apprenants ont su mettre à profit les compétences acquises en cours de formation pour occuper des emplois temporaires dans la réparation d'ordinateurs, l'installation de réseaux ou la maintenance de matériel numérique au sein de leur communauté. D'autres se sont illustré·e·s dans la création de sites web à vocation sociale ou éducative, valorisant ainsi le potentiel des nouvelles technologies pour répondre à des besoins locaux.

Ces parcours témoignent d'une dynamique d'autonomisation : pour nombre de jeunes impliqué·e·s, il s'agit non seulement d'une première expérience professionnelle, mais aussi d'une source de revenus complémentaires, parfois déterminante pour leur famille. En facilitant l'accès à des activités économiques concrètes et adaptées aux réalités du marché local, l'intervention ouvre la voie à une croissance inclusive, où le savoir-faire technique devient un levier de progrès individuel et collectif.

« Ils (certains étudiants (tes)) ont créé des sites web pour aider leurs camarades à réviser les maths. Ça, c'est un impact concret. »

6.2 ANALYSE DE L'EFFICACITÉ DU PROJET

Les effets de la mise en œuvre de la pédagogie par compétences s'avèrent perceptibles tant dans les pratiques enseignantes que dans l'attitude des élèves. Les enseignants interrogés rapportent une transformation significative de leurs méthodes de préparation de cours et d'évaluation, désormais orientées vers des apprentissages pratiques, contextualisés et interactifs. L'approche permettrait selon eux de renforcer la motivation, la concentration et la responsabilisation des élèves, qui deviennent acteurs de leur propre apprentissage. Les effets sont également visibles dans le développement du savoir-être et du savoir-faire chez les élèves.

6.2.1 Les résultats attendus ont-ils été atteints ?

D'après les parties prenantes, une large proportion des activités planifiées dans le cadre du projet a été effectivement mise en œuvre, notamment les formations, les stages pratiques et les ateliers pédagogiques. Le projet a même pu intégrer et réaliser des aspects qui n'étaient pas prévus initialement tels que l'amélioration de la connectivité internet au niveau des établissements de formation participants.

Sur 27 activités prévues à travers les 4 résultats du projet, 24 ont été réalisées à 100% et 3 ont été réalisées à au moins 80%. Ce qui constitue un résultat très satisfaisant considérant que toutes les activités ont été réalisées. Conformément à la dernière version du rapport de clôture envoyé à l'AECID, les activités qui n'ont pas été entièrement complétées sont celles liées à la formation des inspecteurs de l'éducation, car leur désignation dépendait du ministère de l'Éducation, et à l'accréditation des formateurs ayant terminé la formation en APC.

- Le résultat 1 du projet qui consistait à “Augmenter l'offre éducative grâce à la mise en place d'une spécialité technologique” a été atteint à 100%. En effet, à la fin de la première année d'implémentation du projet, le programme d'études élaboré en collaboration avec le MENFP pour deux nouvelles spécialités du baccalauréat technique (le support technique (IT Support) et le design web) a été prêt et opérationnel. De plus, une spécialité technologique a été mise en place dans chacun des centres de formation participants.
- Le résultat 2 du projet qui consistait à “Améliorer la qualité de l'enseignement dans les établissements secondaires grâce à l'APC et à l'EpDCG” a été atteint à 100%. En effet, 100 % des enseignants du secondaire dans le domaine technologique (professeurs d'informatique) utilisent l'APC dans leur pratique pédagogique. Au total, 12 professeurs d'informatique ont été formés, 11 ont été recrutés. Et, le module EpDCG est mis en œuvre de manière transversale dans les formations dispensées par l'ENTec dans le domaine de la méthodologie de l'approche par compétences.
- Du point de vue du résultat 3: “Amélioration de la qualité dans l'organisation et la gestion des établissements scolaires, y compris l'APC” a eu un taux de réalisation de 75% en moyenne. 100 % des centres de formation participants (4) utilisent les outils de gestion liés à l'APC. Cependant, la coordination avec les instances du ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle (MENFP), en particulier la DES, a occasionné certains retards. En particulier, la gestion du baccalauréat technologique par le ministère a entraîné des retards dans plusieurs phases clés du projet, telles que la sélection des établissements participant à l'expérience pilote, la nomination des enseignants dans les lycées publics et, dans ce cas, la participation des inspecteurs de district aux formations prévues.
- Le résultat 4 du projet qui consistait à “Favoriser les possibilités d'insertion professionnelle des jeunes, en particulier des filles” a atteint un taux de réalisation avoisinant 100%. En effet, plus de 80% des élèves qui ont terminé leurs études secondaires ont participé aux modules d'insertion professionnelle et d'entrepreneuriat et 90.4% d'entre eux se sont déclarés satisfaits de cette formation. De plus, des partenariats école-entreprises ont été signés afin de faciliter les stages professionnels des étudiants. Trois (3) entreprises (INNOVART, COMPHAITI et TOP SERVICE) ont offert des stages d'une durée de 15 à 30 jours à plusieurs étudiants des 4 écoles pilotes dont 72 % de femmes.

6.2.2 Analyse des Indicateurs du projet et de leurs valeurs finales

L'examen du tableau de suivi des indicateurs met en lumière une performance globale satisfaisante, notamment sur les volets structurels et partenariaux. La totalité des centres impliqués appliquent les outils de gestion liés à l'APC, et les deux nouvelles spécialités prévues ont été conçues avec le MENFP comme prévu. De plus, trois (3) entreprises (INNOVART, COMPHAITI et TOP SERVICE) ont offert des stages d'une durée de 15 à 30 jours à plusieurs étudiants des 4 écoles pilotes dont 72 % de femmes.

Sur le plan de l'insertion professionnelle, les résultats sont également encourageants avec 8 sur 10 élèves qui ont terminé leurs études secondaires ayant participé aux modules d'insertion professionnelle et d'entrepreneuriat et 9 sur 10 d'entre eux se déclarant satisfaits

de cette formation. Néanmoins, le taux d'adoption de l'APC ni celui de l'EpDCG par les enseignants ne sont explicitement documentés. Ce flou entrave l'analyse de la transformation pédagogique en profondeur.

Tableau 1: Fiche des indicateurs avec valeurs

Code indic.	Résultat	Indicateur	Cible	Réalisation	% d'atteinte
I1	OS1	80 % des élèves du secondaire qui suivent une formation avec l'APC apprécient positivement la formation académique basée sur cette approche.	80%	100%	125%
I2	OS1	Au moins 25 % des places disponibles pour le Bach. Techno ont été pourvues à la fin du projet, plus de la moitié étant occupées par des filles.	25% 50%	100% 72% de femmes	400% 144%
I1	R1	À la fin de la première année, le programme d'études élaboré en collaboration avec le MENFP pour deux nouvelles spécialités du baccalauréat technique est prêt.	100% ²	100%	100%
I2	R1	Une spécialité technologique a été mise en place dans chacun des centres de formation participants.	100%	100%	100%
I1	R2	70 % des membres du personnel enseignant du secondaire formés (13 femmes et 19 hommes) officiellement à l'approche basée sur les compétences (APC) utilisent l'APC dans leur pratique pédagogique habituelle.	70%	100%	142.8%
I2	R2	70 % des enseignants du secondaire formés à l'EpDCG (17 femmes - 23 hommes) ont intégré cette approche dans leur pratique habituelle.	70%	100%	142.8%
I1	R3	100 % des centres de formation (4) utilisent les outils de gestion liés à l'APC.	100%	100%	100%
I2	R3	Au moins 70 % des inspecteurs des districts auxquels appartiennent les établissements scolaires ont été formés à l'APC et à la gestion administrative de l'EPC, et 70 % d'entre eux se déclarent satisfaits de cette formation.	70%	50%	71.42%
I1	R4	90 % des élèves qui terminent leurs études secondaires participent aux modules d'insertion professionnelle et d'entrepreneuriat. 75 % se déclarent satisfaits de cette formation.	90% 75%	100% 90.4%	111% 120.5%
I2	R4	Signature d'au moins 3 accords entre des entreprises et des établissements d'enseignement secondaire afin de faciliter les stages, 65 % d'entre eux étant réservés à des filles.	3 65%	3 72%	100% 110.76%

6.2.3 Les enseignants ont-ils intégré l'approche par compétences ?

Globalement, les enseignants sont très enthousiasmés par l'approche par compétences. A la fin du projet, 100 % des enseignants du secondaire formés officiellement à l'approche basée sur les compétences (APC) utilisent l'APC dans leur pratique pédagogique habituelle, et 100 % des centres de formation ayant participé au

projet (4) utilisent les outils de gestion liés à l'APC. En témoigne les extraits suivants provenant d'entretiens réalisés avec les enseignants:

« Ce qui m'a le plus marqué dans la manière d'enseigner, c'est l'approche basée sur le développement des compétences. [...] Je sens que je progresse et que je me prépare réellement au monde professionnel. »

« J'ai été profondément marqué par l'approche par compétence qui est très différente de l'enseignement classique. »

Dans la presque totalité des écoles enrôlées, les enseignants ont fait preuve de dépassement et ont affiché un engouement considérable ce qui a permis de réaliser des résultats satisfaisants.

« J'ai commencé à faire plus de travaux pratiques, et les élèves participent mieux depuis. »
(Enseignant CMDM)

6.2.4 Participation et genre

Du point de vue du genre, plusieurs élèves filles ont rapporté des obstacles initiaux, liés à des représentations sociales ou au manque de confiance de leurs pairs masculins. Toutefois, ces barrières semblent s'être atténuées à mesure que les filles démontrent leurs compétences techniques.

« Au début, les garçons nous sous-estimaient, mais après quelques semaines, on leur montrait qu'on savait faire comme eux. »
(Élève-CMDM)

Cette évolution traduit un effet transformateur du projet sur les dynamiques de genre, ouvrant des perspectives importantes pour l'autonomisation des jeunes filles dans les filières techniques, à condition que ces progrès soient appuyés par des dispositifs explicites de soutien psychosocial et de mentorat.

6.3 ANALYSE DE L'EFFICIENCE DU PROJET

L'analyse de l'efficacité du projet révèle une gestion globalement prudente et stratégique des ressources, dans un contexte national marqué par des contraintes majeures. Les conditions sécuritaires instables, les blocages politico-institutionnels et les lourdeurs administratives locales ont généré des retards notables dans la mise en œuvre, en particulier pour l'approvisionnement en matériel technique, le démarrage de certains volets pédagogiques spécialisés, ainsi que pour le décaissement ponctuel des paiements destinés aux formateurs. Comme l'a noté un des responsables du projet :

« L'instabilité du pays a causé plusieurs retards dans la mise en œuvre, notamment dans l'achat de matériel et le paiement des formateurs. » (Coordinateur pays)

Face à ces obstacles, les équipes de terrain ont su faire preuve de flexibilité et de résilience, en priorisant les activités réalisables localement, souvent avec des ressources limitées. Cette

adaptabilité a permis de maintenir la dynamique de formation, notamment les modules de base, et de minimiser les ruptures dans le parcours pédagogique des bénéficiaires.

6.4 ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET

Cette sous-section présente une analyse en profondeur les impacts du projet « Promouvoir un enseignement secondaire technique inclusif et de qualité » mis en œuvre en Haïti. Il présente les effets observables au niveau des bénéficiaires directs (élèves, enseignants), des établissements scolaires, des dynamiques sociales (genre, inclusion), ainsi que sur les partenaires techniques et institutionnels, notamment le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP).

6.4.1 Impacts sur les bénéficiaires directs : élèves

Le projet a généré des effets significatifs en matière de développement de compétences techniques et d'intégration de l'approche par compétences (APC). Les élèves ont exprimé un gain en compétences pratiques, en particulier dans les domaines du développement web, du montage de réseaux informatiques, de la bureautique, de l'impression numérique et de la configuration de systèmes.

« J'ai mis en place un ensemble d'activités afin de rénover l'entreprise familiale... Je travaille sur un site web pour le business de ma mère. » (Elève-LNPV)

« Le programme BTI était basé plus sur la pratique que la théorie... très différent du système traditionnel. » (Elève-CMDM)

Les élèves ont souligné l'effet transformateur de l'APC sur leur capacité à comprendre et à s'appropriier les contenus pédagogiques. Cette approche pédagogique a renforcé leur confiance, leur esprit critique et leur créativité.

« Ce programme m'a aidé à réaliser que j'avais un esprit créatif et critique. » (Elève-LNPV)

« Je me sens confiante... c'était une porte ouverte pour mon avenir. » (Elève-CMDM)

Les stages en entreprise ont permis une immersion dans le monde du travail. Plusieurs élèves ont effectué des stages d'été rémunérés, principalement dans les entreprises locales telles que INNOVART ou COMPHAÏTI. Certains ont été sollicités par la suite pour des services ponctuels, ce qui a renforcé leur insertion professionnelle. De plus, le BacTec constitue une valeur ajoutée pour les étudiants puisque les entreprises, en tant qu'employeurs des élèves de Ns3, veulent les embaucher ou les intégrer dans leur équipe parce qu'ils ont les compétences recherchées.

6.4.2 Impacts sur les établissements scolaires

La mise en place de la filière technologique a représenté une innovation majeure au sein des établissements pilotes. Elle a permis d'introduire une pédagogie active centrée sur la production concrète et l'expérimentation. L'intégralité des enseignants formés ont intégré

l'APC dans leur pratique quotidienne. Les directions scolaires ont reconnu l'impact positif de cette approche sur l'autonomie, la créativité et la capacité d'analyse des élèves.

« On a assisté à un changement positif... surtout dans leur façon de penser. » (Directrice d'établissement scolaire - CMDM)

Le projet a été formulé pour mettre en œuvre la première spécialité de baccalauréat technologique dans le pays et pour former les enseignants de cette spécialité. En outre, le projet prévoyait également la formation des équipes de direction des établissements scolaires afin de faciliter la mise en œuvre de la méthodologie de l'APC, tant dans le présent que pour l'avenir.

6.4.3 Impacts en termes d'employabilité et d'autonomisation

Les jeunes formés ont bénéficié d'outils concrets d'insertion : curriculum vitae, plans d'affaires, participation à des concours de projets, etc. Les filles ont accédé à des stages au même titre que les garçons, et les entreprises ont appliqué une stricte parité dans leur sélection.

« On exigeait la parité absolue fille/garçon dans les entreprises. » (Consultante Actuelle)

Le projet a également permis à certains jeunes d'aider leurs familles grâce aux compétences acquises (création de sites web, assistance informatique), favorisant ainsi leur autonomisation économique.

6.4.4 Impacts sociaux : genre, inclusion, citoyenneté

Le projet a favorisé l'intégration des filles dans des filières traditionnellement masculines. Des sessions sur la citoyenneté, les droits et l'éthique ont été organisées, parfois ouvertes aux parents, renforçant la cohésion entre l'école et la communauté.

« Formation à la citoyenneté... non seulement les élèves mais aussi les parents ont assisté. » (directrice d'établissement scolaire)

Les bénéficiaires rapportent des sessions sur citoyenneté, droits, éthique professionnelle, parfois ouvertes aux parents :

« Formation à la citoyenneté... non seulement les élèves mais aussi les parents ont assisté. » (Directrice CMDM)

« On a participé à des activités basées sur la citoyenneté. » (Elève - CMDM)

Les points focaux décrivent également des journées de sensibilisation réunissant parents et élèves autour de la citoyenneté globale et de la paix.

6.4.5 Impacts sur le MENFP et les dynamiques institutionnelles

Le projet a été conçu en lien avec le MENFP afin de répondre à la nécessité d'un baccalauréat technologique dans le pays. Le MENFP avait initialement appuyé le lancement du projet, mais

les processus de validation curriculaire ont connu des lenteurs. Néanmoins, les contenus techniques produits (curriculum, référentiels, modules) constituent des intrants importants pour la réforme du secondaire.

« On a développé... les modules de formation pédagogique... formation en approche par compétences... base de la loi du niveau secondaire. » (Consultante Actuelle)

Cependant, l'absence d'officialisation de la filière empêche sa reconnaissance académique pleine. Les élèves doivent suivre en parallèle le cursus classique pour se présenter aux examens d'État, ce qui engendre surcharge et fatigue.

Le projet a néanmoins nourri le plaidoyer pour une extension de cette filière à d'autres établissements. Des discussions sont en cours avec le MENFP et d'autres bailleurs (Union européenne) en vue de développer de nouvelles spécialités, notamment en agriculture.

6.4.6 Impacts sur les partenaires techniques (ENTEC / Fondation Rinaldi / réseau salésien)

Le projet a renforcé le rôle de l'ENTEC comme pôle de formation de formateurs en approche par compétences et comme support technique pour les écoles. Les points focaux indiquent que l'ENTEC a :

- Formé 12 enseignants en APC (session intensive de 5 semaines, adaptée)
- Développé et révisé les référentiels et modules techniques
- Assuré un suivi rapproché (visites hebdomadaires, groupes de coordination)

Ce positionnement conforte la capacité du réseau salésien à plaider auprès des autorités nationales pour renforcer et répliquer l'éducation technique sur tout le territoire d'Haïti.

Le projet a produit des impacts visibles sur les bénéficiaires directs, les pratiques pédagogiques des enseignants, les dynamiques de genre et les capacités de mobilisation des établissements. Il a permis de construire des bases techniques solides pour l'institutionnalisation d'un enseignement technologique au secondaire. Cependant, la consolidation des acquis dépendra de l'officialisation de la filière par le MENFP, de la continuité du financement public et du suivi des trajectoires d'insertion des diplômés.

6.5 ANALYSE DE LA VIABILITÉ DU PROJET

6.5.1 Capacité des partenaires locaux à maintenir les acquis

L'évaluation révèle une dynamique réelle de renforcement des capacités au sein des établissements bénéficiaires, en particulier dans l'appropriation de la pédagogie par compétences et l'encadrement des jeunes dans une logique d'apprentissage actif et d'autonomisation. Les enseignants formés ont développé de nouvelles pratiques, les équipes de direction ont expérimenté la gestion de programmes techniques, et les élèves ont montré

une réactivité notable. Toutefois, cette montée en compétence reste vulnérable à l'absence de structures de soutien.

« Les enseignants sont bien formés, mais sans appui régulier, on risque de perdre ce qu'on a construit. » (Directeur de LNPV)

La durabilité technique et institutionnelle du projet est compromise par des conditions externes précaires : instabilité politique, absence de mécanismes d'accompagnement post-projet, et déficit de ressources pour la maintenance des équipements. Il ne s'agit donc pas d'un simple enjeu de transfert de compétences, mais d'un déficit de consolidation structurelle.

« On a les référentiels, les modules... Mais sans ressources pour les entretenir ou les mettre à jour, ce sera obsolète dans un an. » (Enseignant à CODOSA)

L'existence de ces outils techniques est indéniable ; leur usage durable dépend désormais d'un relais organisationnel et politique, encore incertain.

En effet, la situation dans le pays ainsi que les changements de leadership survenus au sein du ministère n'ont pas facilité les choses. En ce qui concerne la viabilité du projet, en se basant sur les fondations mises en place par ce pilote, un programme financé par l'Union européenne, d'une durée de quatre ans, est actuellement mis en œuvre. L'un des piliers de ce programme est de renforcer les partenariats avec le ministère, d'étendre cette spécialité de baccalauréat technologique à d'autres lycées à travers le pays (notamment dans la zone nord), et de concevoir une nouvelle spécialité de baccalauréat technologique. Ce nouveau programme est essentiel pour garantir la viabilité de cette intervention financée par l'AECID.

Certains établissements ayant participé au pilote ont entamé des initiatives de pérennisation comme :

- Le développement de services internes (ex. impression, maintenance, aide à la communauté) pour générer de petits revenus ;
- La recherche de partenariats avec des entreprises locales pour soutenir les stages ou contribuer à l'équipement ;
- L'intégration progressive de contenus citoyens et techniques dans d'autres filières.
- En outre, une formation spécifique à la méthodologie éducative axée sur les compétences (EPC) a été dispensée aux enseignants d'informatique des établissements participants, dans le but de renforcer leurs capacités pédagogiques et d'enseignement conformément au contenu du nouveau programme.

« On a commencé à offrir des services informatiques à d'autres écoles pour financer un peu le matériel. » (Directeur LNPV)

Depuis le projet, un laboratoire informatique a été créé, les professeurs ont été formés, et des projets d'amélioration de l'internet ont été réalisés, donc on peut dire que les compétences ont déjà été transférées directement aux centres.

6.5.2 Rôle du MENFP et reconnaissance institutionnelle

L'un des principaux risques à la pérennité du projet réside dans l'absence de reconnaissance formelle par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP). En effet, la filière technique initiée dans le cadre du projet n'a pas encore été intégrée dans le référentiel officiel du secondaire, ce qui crée une zone grise institutionnelle.

« Tant que ce n'est pas validé par le MENFP, les jeunes doivent suivre deux programmes. Ce n'est pas soutenable. » (Enseignant CMDM)

Cette absence de validation bloque non seulement la certification officielle des élèves, mais empêche également l'allocation de ressources publiques, l'inscription dans les horaires nationaux, et l'ancrage du modèle dans la politique éducative nationale. Le MENFP apparaît ici à la fois comme acteur légitime incontournable et maillon faible du dispositif, du fait de lenteurs bureaucratiques chroniques et d'une absence de pilotage stratégique de la filière.

« Le projet avance, mais le MENFP n'a toujours rien signé. C'est un projet sans ancrage officiel. » (Technicienne de projet-JYD)

Toutefois, tant du côté de JyD que de la Fondation Rinaldi, de nombreux efforts ont été déployés pour que le ministère reconnaisse officiellement le diplôme. De la part du ministère, il y a toujours eu une volonté et une disposition favorables. Néanmoins, la situation dans le pays est très complexe, et cela n'a malheureusement pas été possible jusqu'à présent.

6.5.3 Dépendance aux financements externes

Le projet repose largement sur les financements de l'AECID, sans qu'un mécanisme de relais institutionnel ou de financement national durable n'ait encore été mis en place.

« On attend de voir si l'UE va financer la suite, sinon on ne pourra pas continuer. » (Consultante Actuelle-JYD)

L'équipe de projet dispose actuellement d'un programme financé par l'Union européenne, qui se termine en 2028. Ce programme renforcera la pérennisation et l'expansion de l'impact qui a été généré par la phase pilote.

6.5.4 Mobilisation et inclusion des familles des élèves et des femmes

Un point fort du projet, pouvant soutenir sa durabilité sociale, est la mobilisation des familles, des élèves, et la valorisation de l'inclusion des femmes ainsi que le renforcement de la formation à la citoyenneté.

« Les parents ont compris l'utilité de cette nouvelle forme d'école. Certains viennent même voir les projets des enfants. » (Directrice CMDM)

Cette mobilisation et inclusion des familles des élèves constitue un levier précieux à long terme, mais qui doit être soutenu par un ancrage institutionnel plus robuste.

7 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

7.1 CONCLUSIONS GÉNÉRALES

L'évaluation finale du projet « *Promouvoir un enseignement secondaire technique inclusif et de qualité* » met en lumière une initiative innovante, alignée sur les priorités éducatives nationales et les Objectifs de Développement Durable (ODD). La pertinence de l'intervention est manifeste, tant dans sa capacité à répondre aux attentes des jeunes en matière de formation technique que dans sa promotion d'une pédagogie active basée sur les compétences. L'engagement des parties prenantes, l'appropriation locale par les enseignants et les directions d'écoles, et la transformation observée chez les élèves en matière de motivation, d'autonomie et d'insertion professionnelle témoignent d'un impact significatif et multidimensionnel.

Le projet a permis d'initier une dynamique porteuse de changement dans un contexte national particulièrement contraint. Malgré des retards causés par l'instabilité sécuritaire et institutionnelle, les résultats opérationnels ont été largement atteints, voire dépassés pour plusieurs indicateurs. L'approche par compétences a été non seulement appliquée, mais valorisée par les enseignants et les élèves, tandis que la participation féminine a dépassé les objectifs initiaux, avec des effets transformateurs sur les représentations genrées dans les filières techniques.

Cependant, cette réussite pédagogique et sociale reste fragilisée par une absence d'ancrage institutionnel durable. Le MENFP, bien que partie prenante dès l'origine, n'a pas encore officialisé la filière du baccalauréat technologique, laissant les élèves dans une situation d'incertitude. Cette absence de reconnaissance formelle limite la viabilité du projet à moyen terme, malgré les efforts déployés par les partenaires pour assurer la continuité, notamment à travers un programme de suivi financé par l'Union européenne.

7.2 RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

7.2.1 Institutionnaliser la filière du baccalauréat technologique

Il est urgent que le MENFP valide officiellement les référentiels, curricula et modalités d'évaluation du BacTech, afin d'assurer la reconnaissance des parcours suivis par les élèves. Cela implique une collaboration plus structurée entre les directions techniques du ministère et les partenaires de mise en œuvre.

7.2.2 Assurer le financement public et le relais structurel

Le projet ayant été majoritairement financé par l'AECID, il est impératif de développer des mécanismes de cofinancement national ou de budgétisation publique de cette filière, pour éviter une dépendance exclusive aux bailleurs. L'ancrage du BacTech dans la politique éducative nationale nécessite une ligne budgétaire propre au MENFP et des ressources dédiées à sa mise en œuvre.

7.2.3 Renforcer le suivi post-formation et l'insertion professionnelle

Il est recommandé de mettre en place un système de suivi des diplômés afin d'évaluer leur insertion sur le marché du travail. Des partenariats école-entreprise doivent être consolidés et élargis pour garantir des stages structurants et une meilleure transition école-travail, en intégrant notamment des dispositifs d'accompagnement entrepreneurial pour les jeunes.

7.2.4 Étendre et diversifier les spécialités techniques

S'appuyant sur le succès de la spécialité « web et support technique », il est souhaitable d'explorer de nouvelles filières techniques (agriculture, énergie, santé, etc.) en lien avec les besoins du marché local. L'extension géographique du BacTech vers d'autres zones, notamment rurales, devrait être planifiée avec le MENFP et les collectivités territoriales.

7.2.5 Pérenniser la formation des enseignants à l'APC

Les résultats obtenus sur la transformation pédagogique doivent être capitalisés en assurant la continuité de la formation initiale et continue des enseignants à l'approche par compétences. L'ENTEC pourrait jouer un rôle de centre national de ressources en APC, en lien avec les ENS (Écoles Normales Supérieures).

7.2.6 Mettre en place un mécanisme d'appui technique durable

Afin de garantir la viabilité des équipements, contenus pédagogiques et outils numériques fournis, il est recommandé de créer un fonds de maintenance ou un service technique partagé entre écoles pilotes. Le soutien à la création de micro-services internes (impression, maintenance informatique, etc.) pourrait également générer des revenus pour entretenir les infrastructures.

7.2.7 Renforcer les actions de plaidoyer citoyen et l'accompagnement psychosocial

Les élèves ont démontré un engagement civique notable. Il conviendrait d'outiller davantage les bénéficiaires pour qu'ils deviennent des ambassadeurs de cette nouvelle approche éducative. Des campagnes de sensibilisation pourraient renforcer l'acceptabilité sociale de la filière technique et soutenir son expansion nationale.

En outre, il serait souhaitable que les prochaines interventions poursuivent le travail dans le domaine de l'éducation en contexte d'urgence, afin de mieux répondre aux défis spécifiques du pays. Un accent particulier devrait être mis sur le soutien psychologique aux élèves et à leurs familles, afin d'accompagner la résilience face à l'instabilité actuelle en Haïti et de sécuriser les conditions d'apprentissage.

8 ANNEXE

Annexe 1: Présentation des questions de l'évaluation du projet

Cette évaluation cherche à répondre aux questions suivantes :

- 1) **Pertinence** : Adéquation des résultats et des objectifs de l'intervention au contexte dans lequel elle se déroule, aux problèmes identifiés et aux priorités fixées par les titulaires de droits, les administrations publiques et d'autres parties prenantes.
 - L'équipe d'évaluation a analysé la pertinence en se basant sur les questions suivantes :
 - Le projet répond-il aux besoins de la population bénéficiaire ?
 - Le projet s'est-il concentré sur le profil des titulaires de droits prévu dans la formulation ?
 - L'analyse causale de l'identification reste-t-elle valide dans le contexte actuel ?
 - Le projet est-il conforme aux priorités actuelles des entités locales partenaires et des autorités publiques compétentes ?
 - Les actions de formation des différents groupes cibles (enseignants, étudiants) sont-elles pertinentes en fonction des besoins de chaque groupe ?
 - Dans quelle mesure le projet constitue-t-il une opportunité et une contribution pour renforcer le travail dans les centres éducatifs ?
- 2) **Efficacité** : Évaluer le degré de réalisation des résultats et objectifs prévus initialement. L'équipe d'évaluation a analysé le niveau de réalisation des résultats du projet, notamment en ce qui concerne les processus de formation avec les groupes cibles, en se basant sur les questions suivantes :
 - L'objectif spécifique du projet a-t-il été atteint ?
 - Les résultats attendus ont-ils été atteints ? Dans le cas contraire, quelles améliorations sont proposées pour les interventions futures ?
 - Y a-t-il des écarts significatifs entre les indicateurs prévus et les indicateurs atteints, et si c'est le cas,
 - quelles en sont les causes ?
 - Les activités prévues ont-elles été réalisées ? Ces activités ont-elles permis d'atteindre les résultats escomptés ?
 - Les enseignants des centres éducatifs ont-ils réussi à intégrer la méthodologie de l'approche par compétences dans le processus d'enseignement-apprentissage ?
 - Quel a été le niveau de participation des étudiants dans le processus de formation ?
 - Les hommes et les femmes ont-ils bénéficié des mêmes opportunités dans la mise en œuvre du projet ?
 - Dans quelle mesure le projet a-t-il facilité aux titulaires de droits un meilleur accès au marché du travail ? Quelles difficultés ont été rencontrées pour cela ?
 - Les compétences acquises par les diplômés des spécialités leur ont-elles permis de créer leur propre entreprise ou de trouver un emploi indépendant ?
 - Les enseignants et les étudiants ont-ils rencontré des difficultés dans les formations ?
 - D'autres effets imprévus ont-ils été observés ?
 - Quels facteurs - internes ou externes - ont influencé l'atteinte des résultats ?

- Quelles sont les meilleures pratiques mises en œuvre dans le projet ? Quelles pratiques devraient être éliminées ou révisées pour les futures interventions ?
- 3) **Impact:** Les principaux impacts négatifs ou positifs du projet ont été analysés en se basant sur les questions suivantes :
- Quel impact la formation théorique et pratique a-t-elle eu sur les étudiants ?
 - Quelle est la satisfaction des jeunes bénéficiaires du projet ?
 - Dans quelle mesure des lignes stratégiques ont-elles été intégrées dans les documents institutionnels pour la production des formations (modules d'enseignement pédagogique, modules d'insertion professionnelle...) ?
 - Quels changements significatifs le projet a-t-il apportés dans les centres éducatifs ?
 - Les étudiants, enseignants et directeurs considèrent-ils avoir expérimenté des changements substantiels dans leur apprentissage grâce aux processus de formation liés au projet ?
- 4) **Viabilité :** Évaluer la pérennité des effets positifs générés par l'intervention après le retrait de l'aide.
- La viabilité des effets positifs générés par le projet après le retrait de l'aide a été analysée en se basant sur les questions suivantes :
 - Les entités locales partenaires ont-elles la capacité suffisante pour gérer le service éducatif qu'elles fournissent ?
 - Les stratégies actuelles des entités locales partenaires sont-elles adéquates et/ou suffisantes pour garantir la durabilité des centres de formation ?
 - Le projet a-t-il réussi à renforcer des processus garantissant la durabilité des impacts positifs du projet ?